

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 22 au 28 janvier 2026

Friedrich Merz, s'est rendu à Rome pour rencontrer la Première ministre italienne, Giorgia Meloni. Lors de cette rencontre, M. Merz et Mme Meloni sont parvenus à un accord sur plusieurs dossiers économiques et politiques, notamment le Mercosur, la limitation de l'immigration et l'arrêt progressif des véhicules à combustion. Toutefois, des divergences sont apparues concernant les relations avec les États-Unis. M. Merz a insisté sur la nécessité d'une position européenne unifiée, tandis que Mme Meloni adopte une attitude plus conciliante envers Donald Trump et cherche à se présenter comme une interlocutrice compréhensive, notamment sur la question stratégique du Groenland. Malgré cette différence de posture, Meloni tente de maintenir un équilibre : début janvier, elle a cosigné avec Merz et le président français Emmanuel Macron un courrier de protestation contre les projets américains pour le Groenland, et a exprimé l'intérêt de l'Italie pour le controversé « Gaza Board of Peace ». Cette rencontre pourrait constituer un test clé de la solidité du partenariat stratégique germano-italien, en particulier face aux divergences concernant la politique transatlantique.

La proposition de la Mittelstands- und Wirtschaftsunion (MIT), l'aile économique de la CDU, qui vise à restreindre le droit au travail à temps partiel, suscite de vives réserves au sein de l'Union. Le secrétaire général de la CDU, Carsten Linnemann, a critiqué le contenu et la formulation du texte, estimant qu'il ne répond pas aux enjeux centraux du marché du travail. Il plaide en faveur de modèles de travail plus flexibles, d'une hausse du salaire net, d'une baisse des impôts et des cotisations sociales, ainsi que d'un renforcement de l'offre de garde d'enfants. Plusieurs responsables partagent cette analyse. Le ministre du Travail de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Karl-Josef Laumann, estime que le cadre légal actuel est suffisant et rappelle que de nombreuses situations de travail à temps partiel sont légitimes. Le président de l'aile sociale de la CDU, Dennis Radtke, considère cette proposition comme socialement inappropriée et appelle à améliorer les structures de garde et de prise en charge. La MIT souhaite limiter le temps partiel à des motifs précis, mais cette initiative a peu de chances d'être adoptée.

La commission chargée de la réforme de l'État social a présenté ses conclusions, proposant une transformation en profondeur du système afin de le rendre plus simple, plus numérique et plus transparent. Au cœur de ses recommandations figure la fusion des principales prestations sociales financées par l'impôt dans un système unifié. La « Grundsicherung », qui remplacera le « Bürgergeld », serait regroupée avec le logement social et l'allocation pour enfants afin de mieux coordonner les aides et de réduire la bureaucratie administrative. Cette réforme permettrait également de passer de plusieurs administrations à deux structures distinctes pour les personnes aptes ou non à travailler. La commission souhaite par ailleurs renforcer les incitations à l'emploi. Les règles d'imputation des revenus seraient modifiées : les petits revenus seraient davantage pris en compte, tandis que les revenus plus élevés, notamment au-delà du seuil des mini-jobs, seraient moins pénalisés. L'objectif est d'encourager l'augmentation du temps de travail et de favoriser une sortie progressive de la dépendance aux aides sociales. La simplification administrative est un autre pilier de la réforme, avec l'introduction de montants forfaitaires, l'automatisation de certaines prestations, comme les allocations familiales, et la création

d'un portail social numérique unique. Si le projet est jugé ambitieux, il suscite également des critiques, notamment en ce qui concerne les risques encourus par les ménages à faibles revenus, malgré l'accueil favorable de plusieurs économistes.

Le nouvel accord commercial entre l'Union européenne et l'Inde offre de nouvelles perspectives à l'industrie automobile allemande. La baisse progressive des droits de douane sur les véhicules européens, qui passeront de 110 % à 40 %, puis à 10 %, pourrait faciliter l'accès des constructeurs allemands à ce marché en pleine expansion. Cette ouverture restera toutefois limitée à un quota annuel de 250 000 véhicules. Les experts estiment que l'accord pourrait profiter aux constructeurs allemands, notamment pour des modèles adaptés aux conditions locales. Les perspectives restent toutefois contrastées. Plusieurs groupes allemands disposent déjà de sites de production en Inde, qui pourraient être affectés par une hausse des importations. Le marché reste par ailleurs très concurrentiel, dominé par les constructeurs locaux ainsi que par les constructeurs japonais et sud-coréens. Si l'électromobilité progresse rapidement en Inde, l'accord ne prévoit toutefois pas d'avantages spécifiques pour les véhicules électriques importés. Malgré ces limites, l'Inde est considérée comme un marché stratégique à moyen terme pour l'industrie automobile allemande.

La CDU souhaite relancer le débat sur une dérogation au salaire minimum pour les travailleurs saisonniers du secteur agricole. Dans un projet de résolution préparé en vue du congrès fédéral du parti en février, elle propose d'autoriser une dérogation au salaire minimum légal pour ces employés. Le parti justifie cette mesure par le caractère temporaire du travail saisonnier et par le fait que ces travailleurs viennent majoritairement de l'étranger, où les salaires restent relativement élevés par rapport au niveau allemand. Selon la CDU, une telle dérogation permettrait aux exploitations agricoles d'employer davantage de main-d'œuvre. Les agriculteurs et le syndicat agricole alertent depuis plusieurs années sur une perte de compétitivité liée à l'augmentation des coûts salariaux. Le syndicat agricole plaide pour un plafonnement du salaire minimum à 80 % pour les saisonniers, une idée soutenue par le ministre de l'Agriculture, mais qui semble juridiquement complexe. La SPD rejette fermement cette proposition, rappelant que le salaire minimum vise à protéger tous les travailleurs contre la pauvreté. Il s'élève actuellement à 13,90 euros de l'heure et devrait encore augmenter l'an prochain.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES

Le parlement régional de Saxe-Anhalt a élu **Sven Schulze** (CDU) ministre-président dès le premier tour de scrutin, le 28 janvier 2026. Âgé de 46 ans, il succède à Reiner Haseloff, qui dirigeait le Land depuis 2011 et avait annoncé son retrait du poste pour le 27 janvier 2026. Schulze a obtenu 58 voix, soit largement plus que la majorité requise de 49 voix. Cette élection est le fruit du soutien des partenaires de la coalition gouvernementale, le SPD et le FDP, qui avaient annoncé leur intention de soutenir sa candidature en amont. Ce résultat clair souligne la stabilité de la coalition gouvernementale en Saxe-Anhalt. Davantage d'informations concernant la composition du nouveau gouvernement et ses priorités politiques seront communiquées prochainement.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

27 janvier

À l'occasion de la Journée de commémoration de l'Holocauste, le **27 janvier**, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier a exprimé sa vive inquiétude face à la recrudescence de l'antisémitisme dans son pays, à la peur que ressentent les familles juives, mais aussi à l'exclusion dont sont victimes les étudiants juifs dans les universités. Il a rappelé que de telles situations sont inacceptables dans un pays conscient de son histoire. Il a appelé à un État de droit rigoureux, mais aussi à un soutien accru à l'éducation, aux écoles et aux lieux de mémoire. Il a souligné que l'Allemagne ne pouvait être fidèle à elle-même que si les Juifs y vivaient en sécurité. En rendant hommage à Marian Turski, survivant de la Shoah, il a rappelé le message central de ce dernier : ne pas céder à l'indifférence, considérée comme un allié de l'antisémitisme. Chacun doit s'y opposer, publiquement comme dans la vie quotidienne.

